

\*L'Investissement Socialement Responsable, ou ISR, est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'ISR favorise une économie responsable – *Définition AFG-FIR*

### Ester Duflo, choix inédit pour le Nobel d'économie 2019

Le 14 octobre, le prix Nobel d'économie 2019 a été remis à la franco-américaine **Esther Duflo** ainsi qu'à son mari **Abhijit Banerjee** et **Michael Kremer**. Tous trois ont été récompensés pour leurs travaux sur « **l'allègement de la pauvreté globale** ». « Les recherches menées par les lauréats de cette année ont **considérablement amélioré notre capacité à lutter contre la pauvreté dans le monde**. En deux décennies, leur approche basée sur les expérimentations a transformé l'économie du développement, qui est maintenant un domaine de recherche florissant », a écrit l'académie des sciences suédoise. Agée de 46 ans, Esther Duflo est **la plus jeune et la deuxième femme jamais récompensée pour ce prix**. En 2010 elle avait obtenu la médaille John-Bates-Clarke récompensant les économistes américains de moins de 40 ans.

Source : *Le Monde*



## INVESTISSEMENT RESPONSABLE

### Pourquoi les fonds se bousculent auprès de la BEI ?

La **Banque de l'Union Européenne** investit dans de nombreux fonds d'investissement en Europe. Méconnue du grand public, il s'agit pourtant de la **plus grande banque multilatérale au monde**, devant la Banque mondiale, avec un bilan de 555 milliards d'euros. Basée au Luxembourg, **elle finance des milliers d'entreprises en Europe**, que ce soit en direct ou via des investissements dans des fonds gérés par des tiers. Une proposition alléchante pour les sociétés de gestion : obtenir un investissement de la BEI est une **marque de confiance reconnue par les professionnels de la finance**. Mais la banque publique ne confie pas ses fonds à n'importe qui ; son processus de sélection de gérants, ou « due diligence », est **réputé pour son degré d'exigence sans pareil** : elle passe au crible la thèse d'investissement et le processus de gestion sous tous ses aspects (**gestion des risques, ESG, gouvernance**). Le processus de sélection peut prendre 6 à 18 mois ! Seules 20 % des sociétés de gestion franchissent toutes ces étapes et accueillent finalement la BEI parmi leurs investisseurs, qui exige en retour un reporting ESG précis et surveille de près les nouvelles opérations, notamment pour s'assurer de leur adéquation avec ses objectifs fixés par la Commission européenne.

Sources : *Les Echos*

### L'investissement ESG se fait-il au détriment de la performance ?

Pour répondre à cette question, la Lyxor-Dauphine Research Academy a commissionné auprès de chercheurs de l'Université de Lausanne une étude sur le **lien entre l'investissement ESG et la performance globale**. De janvier 2007 à décembre 2018, ils ont attribué une note ESG à 7 000 entreprises de l'indice MSCI All Country World. Ils ont

constaté entre autre que **l'amélioration du profil ESG d'un portefeuille ne se fait pas au détriment des performances corrigées du risque et peut même l'améliorer**. Cependant, plus ce filtrage est strict, plus il donne lieu à des **biais géographiques** (orientation vers l'Europe et le pacifique au détriment des Etats-Unis) et **sectoriels** (meilleure représentation des technologies de l'information et de l'industrie, sous-pondération des secteurs financier et de l'énergie).

Sources : *L'AGEFI*



## ENVIRONNEMENT

### Interdiction du diesel

La ville de **Strasbourg** a adopté le 23 octobre un **calendrier d'interdiction progressive des véhicules les plus polluants**, qui doit aboutir à l'interdiction totale des véhicules diesel dans la ville à l'**horizon 2025**. Selon l'Agence Nationale de Santé Publique, l'exposition aux particules fines entraîne chaque année **48 000 morts prématurées dans le pays**.

Sources : *Le Point*

### Un futur géant européen de la batterie électrique

La Pologne rejoint la France et l'Allemagne dans **une alliance européenne destinée à développer la production de batteries électriques** avec la construction d'ici à 2023 de deux usines de production. Il s'agit de **la plus importante initiative de ce genre depuis la création d'Airbus**, car elle représente un investissement de plus de **5 milliards d'euros** rien que pour la première phase. L'Espagne, l'Italie et la Suède pourraient les rejoindre. Cependant France Stratégie, organe rattaché au 1er Ministre, prévient que cela n'aura de véritable cohérence que dans des **systèmes de production électrique décarbonés** comme c'est le cas en France, mais moins dans des pays comme l'Allemagne ou la Pologne où l'électricité est encore largement produite à partir du charbon.

Sources : *Le Point, Novethic*

### Unilever sous la pression des consommateurs

D'ici 2025, le géant de l'agro-alimentaire (plus de 400 marques dont Knorr, Lipton, Magnum, ou encore Dove) veut garantir **une réduction de moitié de ses emballages en plastique mais aussi collecter et transformer plus d'emballages plastiques qu'il n'en commercialise**. Fin août, le patron d'Unilever Alan Jope a déclaré que le groupe pourrait se séparer de certaines de ses marques si elles ne faisaient pas la preuve de leur durabilité. Unilever n'est pas la première multinationale à se plier à la pression des consommateurs sur le sujet. En août dernier, **Coca-Cola** et **PepsiCo** ont annoncé simultanément leur retrait de la **Plastics Industry Association**, principal lobby du secteur plastique outre-Atlantique. Coca Cola veut collecter et recycler l'équivalent de tous ses contenants d'ici 2030 ; de son

côté, Nestlé vise pour 2025 100 % d'emballages recyclables ou réutilisables.

Sources : Novethic

### En 2025, les objets connectés pourraient représenter la majorité de la pollution numérique mondiale

Les usages numériques ne font que progresser et leur impact sur la planète aussi. En 2019, l'empreinte du numérique sur l'environnement représente 4,2% de la consommation mondiale d'énergie et 3,8% des émissions de gaz à effet de serre, selon une étude du cabinet d'experts GreenIT. Elle équivaut à deux à trois fois l'empreinte de la France. Et le numérique devrait encore augmenter ses impacts sur l'environnement dans les années à venir. En 2025, elle devraient se rapprocher de 6% de l'empreinte de l'humanité. Les émissions de gaz à effet de serre du numérique devrait quant à eux monter à 5,5%. Aujourd'hui, GreenIT recense déjà pas moins de 34 milliards d'équipements (télévisions, smartphones et objets connectés : box internet, montres, éclairage, assistant vocaux, thermostat, gps, robots...) pour 4,1 milliards d'utilisateurs dans le monde. Ces équipements constituent la principale source d'impacts du numérique, devant les centres informatiques hébergeant les serveurs et le réseau reliant les utilisateurs entre eux et aux serveurs. Alors que l'informatique — ordinateurs et dispositifs d'affichage associés — concentrait autour de 40% du total des impacts du numérique en 2010, un basculement s'opère depuis 2015 et accélère jusqu'en 2025, avec principalement 3 nouvelles sources d'impacts, précise GreenIT, évoquant les télévisions, les smartphones et les objets connectés.

Sources : Business Insider France



## GOVERNANCE

### Les sociétés cotées améliorent la transparence de leur gouvernance

Selon le dernier panorama de la gouvernance Ernst&Young, les conseils d'administration évoluent : les administrateurs indépendants sont désormais majoritaires, dans le SBF120 les administrateurs salariés atteignent 8% et les femmes représentent 44,7% (pour un seuil légal de 40%). En revanche l'équilibre homme femme dans les instances de gouvernance est au point mort avec 81% d'hommes en leur sein et seulement 9 femmes premières dirigeantes. Majoritaire dans les comités RSE et les comités d'audit, les femmes ne pèsent qu'un tiers des comités stratégiques. L'année a été marquée par beaucoup d'efforts de transparence, notamment en matière de compétences des administrateurs et sur les thématiques abordées par le conseil. La création de valeur à long terme et le développement durable deviennent la deuxième thématique traitée par les conseils (61% contre 39% en 2018) derrière la stratégie et la croissance externe.

### CONTACT

▪ Murielle HERMELLIN

Responsable du développement ISR – Gérante de portefeuilles  
murielle.hermellin@bred.fr

▪ Didier MARLIERE

Si les trois quarts des sociétés du CAC 40 présentent désormais les domaines de compétences au sein du conseil (contre seulement un quart en 2018), l'analyse relève cependant que les compétences restent très classiques, il manque encore de spécialistes de la transformation digitale, des technologies disruptives, ou de la R&D. Parallèlement, l'évaluation des conseils s'améliorent : 24% des entreprises du SBF 120 (contre 8% en 2018) réalisent une analyse annuelle de la contribution de chaque administrateur et demandent une évaluation externe au moins tous les trois ans. Par contre, l'étude invite les entreprises à faire des efforts en matière gestion des risques. En effet, les comités d'audit n'ont pas systématiquement une cartographie des risques à jour et hiérarchisée. Seulement 57% des sociétés cotées déclarent procéder à des tests réguliers de leur dispositif de contrôle interne.

Sources : L'AGEFI



## RESPONSABILITE SOCIETALE

### Les entreprises veulent passer à la comptabilité verte pour mieux mesurer leur performance globale

La Chaire de comptabilité écologique a été lancée officiellement le mardi 3 septembre 2019 à l'UNESCO à Paris. Créée en janvier 2019 à la suite d'un accord de partenariat signé le 21 novembre 2018, elle rassemble les Universités de Reims, de Paris-Dauphine, le CROEC de Paris Île-de-France à l'initiative de la Fondation AgroParisTech. Son objectif principal est de permettre le développement de nouvelles méthodes comptables au service de la transition écologique, une comptabilité 3.0 qui ne se limite pas aux aspects financiers. Ces méthodes doivent aider à la prise en compte des données extra-financières, déjà obligatoire dans les rapports des grandes entreprises.

Sources : Novethic, Compta-Online

## EN BREF

- Le groupe d'experts techniques qui travaille sur le plan d'action finance durable de la Commission Européenne vient de rendre ses préconisations sur la composition des indices boursiers liés au climat. Exclusions d'activité carbon-intensive, part verte significative, décarbonisation progressive... la méthodologie recommandée doit mettre de l'ordre dans l'offre d'indices climat. Elle devrait être adoptée après consultation début 2020.
- Le référentiel du label ISR pour les fonds immobiliers a été validé par Bercy et attend la validation finale par l'AMF qui devrait intervenir d'ici la fin de l'année. Il fixera des objectifs de critères ESG, d'un système de rating, de transparence sur les reportings et d'amélioration de la note extra-financière.